

gnement laïque et de l'enseignement congréganiste, de bien autre chose que des subtilités pédagogiques qu'y a trop vues M. Charlot, ou des subsides que le gouvernement français alloue aux écoles d'Orient ; la question est bien plus haute et bien plus générale. Les missions, même subventionnées, ne sont pas au service des gouvernements ; si la protection des gouvernements leur est utile, ceux-ci, à leur tour, ont intérêt à profiter de l'influence supranationale qu'elles représentent¹. Il y a réciprocity de services et ce ne sont pas les missions qui, dans cet échange, obtiennent les plus grands avantages.

L'Asie turque est aujourd'hui en pleine transformation économique ; les chemins de fer vont la pénétrer de part en part ; les terres, depuis longtemps abandonnées, des vallées de l'Euphrate et du Tigre vont renaître à la vie et à la richesse ; la Syrie va retrouver son antique prospérité. Il s'agit de savoir si, juste à cette heure décisive, nous abandonnerons en Orient, et notamment en Syrie, la situation si forte que nous y possédons encore. Quelques années d'une politique telle que la souhaitent certains radicaux, et c'en serait fini : l'influence française en Orient ne serait plus qu'un souvenir. Qu'on n'objecte pas que l'apostolat laïque et révolutionnaire aura vite fait de reconquérir les positions perdues et qu'à la civilisation ancienne doit succéder en Orient une civilisation plus « moderne », plus « scientifique » ; ce serait mal connaître les pays du Levant ; il s'en faut que l'Orient musulman et même l'Orient chrétien soient mûrs pour une pareille propagande. C'est

1. Voyez, sur l'importance de la question des missions, le livre de M. G. BONET-MAURY, professeur à la Faculté de théologie protestante : *France, christianisme et civilisation*, préface de M. A. LEROY-BEAULIEU (Hachette, 1907).